

Note préparatoire au séminaire CACR du 13 octobre 2005

Nous avons besoin d'un retour sur notre expérience commune de 18 mois pour remettre en perspective notre stratégie.

Nous avons non seulement à faire le point sur notre activité d'élus-e-s, sur ce qui fonctionne bien et ce qui fonctionne moins bien, sur les améliorations à apporter à nos façons de faire, à l'organisation de notre travail, à nos interventions mais cet éclairage indispensable ne serait rien si on ne revenait pas à un questionnement plus général, celui précisément de notre stratégie politique. Il nous faut mettre en commun les observations et réflexions de chacune à partir de ce que nous faisons dans nos domaines d'action respectifs, mais sans doute faut-il le faire avec le souci d'une interrogation commune que nous avons formulée ainsi en coordination du groupe : Comment prévenir le risque de se laisser engluer dans l'institution ? la question est classique dès lors que l'on investit une institution mais elle se pose d'autant plus que nous avançons dans le déroulement du mandat, qu'une routine peut très bien s'installer, et que le fonctionnement très « descendant » du Conseil régional peut nous conduire à nous contenter d'un rôle d'appoint critique dans une majorité pilotée par la recherche de consensus sympathique mais anesthésiante de JP Huchon.

Notre séminaire devrait donc être l'occasion de revenir sur nos repères et de faire un bilan d'étape. Cela est d'autant plus nécessaire que se mêlent des éléments très différents voire divergents quand on juxtapose les constats. Cohabitent en fait le sentiment que nous avons pu produire des avancées incontestables quand on sait ce qui a été entrepris – qu'il s'agisse du cadrage du budget 2005, des chantiers des 3 VP issus du groupe, de l'émergence de notre problématique des inégalités dans le débat régional sur le SDRIF et ailleurs...et une perplexité évidente quand on sait le peu d'effets concrets ou du moins immédiatement perceptibles des choix sur nous avons pu promouvoir non seulement par l'immense majorité des franciliens mais aussi par nos réseaux militants. C'est cette « entre deux » qu'il nous faut décrypter, non pour faire un bilan comptable de ce qui serait positif et de ce qui serait négatif mais pour mieux penser notre stratégie.

Nous avons déjà beaucoup discuté en réunion de groupe, dossier par dossier, lors des échanges informels...mais notre séminaire a pour fonction de prendre ensemble un peu de recul, de confronter nos impressions, afin de nous projeter sur une nouvelle phase de la mandature, dans un contexte qui va être dominé par les échéances électorales majeures, par l'enjeu de la concrétisation ou non d'une alternative réelle à la droite et au libéralisme. Sans surestimer notre rôle bien sûr, mais sans ignorer que ce qui se fait ou ne se fait pas dans cette expérience d'une majorité de gauche du conseil régional de la première Région de France n'est pas sans conséquences politiques.

1 - Quels enseignements tirer de nos 18 mois d'expérience ?

En résumé, l'analyse soumise à la réflexion peut se résumer de façon assez sommaire : l'identité du groupe imprime une certaine marque dans le fonctionnement de l'institution avec des références (insistance sur les inégalités, les exigences de démocratie, la relation toujours faite entre réponses aux urgences/ perspective de transformations) et en même temps nous sommes pris dans une certaine dispersion et une quasi invisibilité extérieure.

D'où trois questions à traiter,

- celle les leviers qui doivent concentrer nos efforts,
- celle de l'aller et retour avec l'extérieur
- celle de la communication extérieure.

1.1 nos repères de la gauche populaire et citoyenne

Le pari de la gauche populaire et citoyenne reposait sur deux idées assez novatrices :

- pas un « contrat » de mandature mais des objectifs « antilibéraux », « transformateurs », portés par la liste dans une coopération conflictuelle au sein de la majorité
- une conception non délégataire de la transformation sociale avec cette idée d'un aller et retour permanent entre la rue et les urnes si l'on s'en tient au slogan.

Il portait en filigrane un projet, celui de contribuer à construire une alternative à la droite non seulement en investissant le champ de la politique régionale mais aussi en tirant toutes les leçons du printemps 2002 ; quitte à nous répéter, il est utile de rappeler que nos repères communs étaient alors : battre la droite, changer la gauche, faire de la politique autrement, changer le rapport du mouvement social aux institutions.

1.2 Ni idéaliser, ni déprécier ces 18 mois

Ces 18 mois ne permettent ni d'idéaliser ni de déprécier notre activité si on cherche à l'évaluer à l'aune de ces 4 repères. En revanche ils fournissent de multiples exemples qui valident en partie le pari initial mais aussi de multiples exemples qui en montrent les difficultés.

3 domaines devraient être approfondis pour dégager un bilan permettant d'éclairer notre activité à venir. C'est à chacun des élus de contribuer à cette analyse ;

- A t-on pris sur la politique régionale et peut-on lui imprimer des orientations de gauche ?
- Quelle évaluation fait-on de notre expérience au sein de l'exécutif et au niveau des VP.
- Mouvement populaire et institution : quel rapport ?

En première approche que retenir ?

Nous avons une prise incontestable quand on se rappelle la construction du budget 2005 et notamment les résultats obtenus en matière de d'engagement du CRIF pour la tarification sociale. On pourrait citer toute une série d'exemples au-delà de ce qui a été particulièrement marquant avec le dossier des transports jusqu'à ces derniers jours, y compris avec la « première » qu'a constitué la manifestation du 24 septembre.

Extrait note préparatoire à la réunion du groupe du 27 juin 2005

Depuis un an nos assemblées s'est prononcées pour un certain nombre de mesures qui sont marquées du sceau de la gauche : les emplois tremplins, la tarification sociale, la lutte pour l'éradication des bidonvilles, la zone hors AGCS, la mise en place d'un outil foncier, le renforcement de l'aide aux associations, la création d'une vice-présidence de la démocratie régionale, organisation de la première conférence régionale pour l'emploi, assises de la culture, bataille sur les transports

On peut aussi relever l'impact du travail des VP dans leur domaines respectifs. On sait que des moments forts du débat en séance plénière ont été notamment ceux concernant des rapports portés par Claire, Daniel ou Francis... On peut relever les points marqués dans le travail engagé sur le SDRIF avec une influence du groupe et des élus de notre sensibilité dans les ateliers de juin et les documents qui en sont issus. On peut souligner les apports de notre activité en commission – que l'on en assure la présidence ou pas – avec des contributions appréciables des élus du groupe comme cela avait été remarqué sur l'enseignement supérieur et la recherche supérieur ou bien sur le logement pour ne citer que ces deux exemples. On peut mesurer cet impact du groupe avec la façon dont notre niche sur les inégalités a structuré le débat du Conseil régional.

Simultanément, on sait que nous sommes confrontés à une réelle dispersion... les champs d'intervention sont tellement larges que l'on est très loin d'avoir une prise sur tout. Il a pu nous arriver d'être dans une certaine improvisation sur des rapports en commission permanente et l'on a parfois l'impression que nos votes sont simplement «suivistes» faute de connaître un dossier, de l'avoir approfondi, d'en avoir sollicité les acteurs. Ce sont ces faiblesses qu'il faut recenser et sans doute y a-t-il des domaines où la réflexion du groupe est insuffisante pour se placer dans une réelle démarche de proposition et de construction avec les acteurs sociaux. C'est l'un des points particulièrement important à discuter si l'on veut mieux identifier les quelques leviers sur lesquels faire porter l'effort. Notre problème n'est pas d'être performant sur tout mais de resserrer les domaines sur lesquels nous devons mettre en œuvre cette démarche de construction de choix transformateurs avec les acteurs.

Ce bilan demande d'approfondir les enseignements à tirer de l'expérience des vice présidences et de la participation à l'exécutif. Il appelle donc en premier lieu la contribution des intéressés-es. Cela vaut aussi pour les organismes associés, notamment le CRT, les présidences de commission. En quoi fait-on avancer la politique régionale sur des bases de gauche ? Le fait-on connaître ? Quelles sont les difficultés rencontrées ? Quels enseignements en tirer ? Comment gérer les conflits avec les autres composantes de la majorité et la présidence ? C'est un sujet en soi qui mériterait un temps spécifique de discussion. Il inclut un questionnement sur le rôle des élu-e-s du groupe par rapport à l'action des VP dont on voit bien ce qu'il ne doit pas être – ni simple accompagnement ni délégation – mais dont on voit mal ce qu'il devrait être.

Ce bilan demande aussi de bien évaluer ce que nous avons réellement fait dans le rapport aux mouvements sociaux. Nos initiatives de réunions thématiques sur l'emploi en juin 2004, sur les transports, sur la situation des femmes, sur le SDRIF, l'installation de groupes de travail, les auditions, les rencontres avec des associations, des organisations syndicales, les pratiques de concertation et de consultation des VP avec les acteurs ou les professionnels de leur champ d'intervention dont autant de manifestations d'une démarche dont nous nous prévalons. Pour autant, cette part de l'activité ne reste-t-elle pas encore trop marginale ou même n'est-elle pas à train de se rétrécir ? Là encore quels enseignements en tirer ? Les domaines où nous avons le plus avancé comme sur les transports sont soit ceux sur lesquels la sensibilité des citoyens/usagers/Salariés est forte, soit sur lesquels des mobilisations ont eu lieu.

S'y ajoute le fait que les initiatives que nous avons envisagées au printemps 2005 sur le thème « la GPC au conseil régional, 1 an après » n'ont pas été mises en œuvre avec le tourbillon du référendum. Elles ont été différées mais jamais mises en œuvre et finalement le

travail de terrain reste de l'ordre des initiatives individuelles des élu-es et non pas une démarche politique portée par le groupe. Et comme par ailleurs la communication externe du groupe transite exclusivement par le site INTERNET et les communiqués de presse, notre démarche d'ensemble est pour l'essentiel invisible. Ce diagnostic est soumis à la discussion mais une telle faiblesse, si elle persistait, ne condamnerait-elle pas notre démarche d'ensemble ? L'identité dont nous nous réclamons dans cet aller et retour entre mouvements sociaux et institution ne deviendrait-elle pas un leurre si nous ne donnions pas à connaître ce que nous faisons et si nous ne donnions pas leur place aux acteurs sociaux dans notre communication ?

1.3 Notre stratégie au sein de la majorité.

L'expression « coopération conflictuelle » vaut ce qu'elle vaut mais elle désigne cette volonté de contribuer à une politique régionale réellement de gauche, en assumant à la fois des confrontations et la recherche d'accords pour pouvoir mieux répondre attentes exprimées par Cette démarche a plutôt bien fonctionné ces 18 derniers mois.

Pour autant il va nous falloir intégrer un certain nombre d'éléments qui se sont précisés au fil du temps dans le fonctionnement de la majorité et de l'assemblée. Pour en rester à une simple énumération, on peut citer les divisions internes du PS, les discordances répétées entre le groupe PS et le président, la dérive d'une partie des Verts guidée par la recherche a priori de l'extension des compétences de la Région au détriment des principes de service public par exemple (le débat sur la niche de l'UDF en été une illustration parfaite avec à la clé un vote majoritaire associant UDF, UMP, FN et VERTS contre PS, CACR, MRC et PRG), les ballons d'essai réguliers pour tester des alliances avec l'UDF – au moins côté de JP Huchon. Comment mieux travailler de façon transversale avec des élus des autres groupes de la majorité ?

2 - Se projeter sur la suite.

Les éléments de bilan qui ont été pointés esquissent de fait déjà un certain nombre d'orientations. Si on voulait résumer sous une autre forme l'évaluation mitigée proposée, il suffirait de rappeler la difficulté que nous avons déjà évoquée en réunion de groupe à repérer les mesures emblématiques dans la nouvelle mandature de la politique de gauche que nous voulons construire. Si la mandature précédente a laissé par exemple dans les mémoires la gratuité des manuels scolaires ou bien la carte imagin'R, ces 18 derniers mois ne sont pas aisément identifiables par 2 ou 3 mesures chocs.

C'est là le symptôme d'un problème que l'on ne règlera certes pas par une mesure miracle mais qu'il faudra quand même résoudre en débouchant sur des mesures visibles et significatives pour tout le monde. C'est l'un des enjeux de la préparation du budget 2007

Pour nous projeter sur la nouvelle phase de la mandature, il nous faut préciser notre stratégie. Le bilan amorcé n'appelle pas une révision déchirante de doctrine mais sans doute demande-t-il une relance très dynamique d'une démarche plus concentrée sur des domaines clés et beaucoup plus tournée vers les acteurs sociaux et la communication publique. Cela signifie qu'il nous faut prolonger des orientations déjà mises en œuvre comme c'est le cas sur le dossier des transports qui illustre assez bien la démarche d'ensemble mais aussi préciser nos objectifs sur quelques autres thèmes de façon à structurer durablement notre activité sans être en réaction simplement à l'actualité institutionnelle.

Nous avons beaucoup cheminé dans ce questionnement ces derniers mois et nous l'avons déjà en partie formalisé lors de la préparation du séminaire de la majorité du 30 juin 2005.

Extrait note préparatoire à la réunion du groupe du 27 juin 2005

Nous proposons de fixer une grille de lecture qui s'appliquerait à tous les rapports à travers deux préalables : tendre au rééquilibrage des territoires et faire de la démocratie une modalité de toutes nos décisions.

- 1) Lutte contre les inégalités de territoires : parmi les outils que nous pouvons mettre en place rapidement se trouvent les critères d'éligibilité. Il s'agit de fixer des règles prenant en compte les territoires dans leurs globalités pour l'attribution de financement régionaux (richesse fiscale des collectivités, besoins des populations en termes d'équipements et d'accès aux services publics...) (...)
- 2) La démocratie : on ne peut pas se contenter de créer de nouvelles instances régionales. Il nous faut trouver le moyen de faire participer directement les franciliens à l'élaboration, le suivi et l'évaluation de nos politiques. Cela afin de donner de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs aux personnes. La mise en place de l'Agenda 21 au service d'une politique tournée vers le développement durable liant le développement économique, le progrès social, la diversité culturelle et la préservation de l'environnement serait une avancée certaine.

2.1 Quels domaines d'intervention faut-il privilégier ?

Si on va au bout de la démarche politique qui nous anime il ne s'agit pas de définir seulement des priorités par ordre d'importance des problèmes mais de choisir des domaines propices à notre conception non délégitime de la transformation sociale.

Rappel du projet de la gauche populaire et citoyenne

SIX PROPOSITIONS PRIORITAIRES

EMPLOI : Un fond régional pour une sécurité d'emploi – de formation – de revenus

TRANSPORTS : Gratuité pour les chômeurs ; Carte orange unique à 46 euros

SERVICE PUBLIC DE SANTE : Un plan de formation et d'embauche pour les personnels

LOGEMENT : Faire baisser la charge du logement dans le budget familial

FRACTURE SOCIALE ET TERRITORIALE : Des services publics plus proches pour l'égalité

EDUCATION ET FORMATION : Promouvoir une politique cohérente de formation initiale et continue tournée vers la qualification durable et le plein épanouissement de chacun et chacune.

Quels domaines retenir ? Dès que l'on hiérarchise, on bute sur des difficultés en donnant le sentiment de tenir pour marginales des questions qui ne le sont pas. C'est une discussion qu'il faut mener. Est-ce qu'il est recevable de retenir pour dossiers sensibles des deux ans qui viennent ceux

- des transports,
- du logement,
- de la formation,
- du SDRIF ?

On peut dire qu'ils permettent de multiplier les entrées et de valoriser notre double problématique « inégalités » et « démocratie ». En même temps, l'on sent bien ce qu'il y aurait d'aberrant à ne pas investir les questions de l'emploi, du tourisme ou de la culture. Il

s'agit alors moins de trier les dossiers que de préciser notre stratégie en croisant trois préoccupations :

- Définir une orientation générale : exemple la nouvelle phase des transport en commun en desserte, qualité et tarification
- Définir une mesure ou des mesures significatives qui donneraient sens au budget 2007
- Définir une ou des initiatives dans les 12 mois qui viennent qui visualiserait notre sollicitation des acteurs.

2. 2 Quelles initiatives fortes ?

Il faudrait anticiper si possible l'agenda 2006. Quoiqu'il en soit, il est impératif d'emeiux relier notre activité directement institutionnelle avec une intervention au sein des réseaux militants et avec la population.

Comment concrétiser l'engagement de tenir des réunions décentralisées en tant que groupe sur les enjeux de la politique régional et l'action du groupe ?

Comment se saisir des ateliers territoriaux su SDRIF de novembre/décembre 2005 et de ceux du printemps 2006 ? Quelle suite donner à la suggestion du groupe de travail SDRIF de tenir une initiative ou des initiatives transversales aux territoires retenues entre les deux vagues des ateliers territoriaux ?

Quelles initiatives thématiques prendre dans les prochains mois ? Le processus engagé sur le plan régional des formations va inévitablement nous solliciter. L'urgence sur le logement et le bras de fer sur les transports aussi, tout comme l'accélération sur le SDRIF. Il faudrait que le sélu-e-s impliqué-e-s dans ces domaines fassent des propositions au séminaire.
propositions

2.3 Quelle visibilité du groupe ?

La rénovation du Site Internet est en cours de réalisation. Elle est un volet important de notre communication avec la liste de diffusion que nous avons avec de l'ordre de 3000 adresses mel (ce qui, au passage, est très en dessous de ce que nous pourrions faire en mutualisant nos réseaux respectifs).

Mais c'est le développement d'une communication sous forme d'un journal du groupe, reflétant notre identité et notre démarche très ouverte en direction des acteurs sociaux, qui conditionne aujourd'hui largement l'efficacité de notre stratégie. Les Verts et le PS ont leur journal. La région a désormais le sien à 4,5 millions d'exemplaires. Si elle persistait, notre invisibilité nous condamnerait politiquement. Le séminaire devrait être d'examiner collectivement les propositions de maquette et de rubricage issu du travail confié à Milos.

Pour ne pas conclure

En pointant un certain nombre de questions à discuter, cette note devrait nous permettre d'entrer rapidement dans le débat en séminaire, sans long rapport préalable. Elle ne fait évidemment pas le tour de questions que chacun-e peut avoir en tête et pourra aborder jeudi.

François Labroille